

DEPARTEMENT
VAL D'OISE
ARRONDISSEMENT
SARCELLES
CANTON
FOSSÉS
COMMUNE
LUZARCHES

ARRÊTÉ DU MAIRE N°2025-142**ARRÊTÉ DE CIRCULATION, DE STATIONNEMENT ET
D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC**

Portant réglementation de la circulation et du stationnement des véhicules de chantier pour la réalisation du chantier situé 16 rue des Selliers à Luzarches (95270), du 15 mars au 31 décembre 2026 inclus, au profit de la Société « TS CONSTRUCTION ».

Etablissement d'un plan de circulation d'accès au chantier.

Le Maire de la Commune de Luzarches,

- **Vu** le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2212-1, L 2212-1, L. 2212-2, L2214-4 et L 2212-5, relatifs aux pouvoirs de police du maire ;
- **Vu** le code de la route, ainsi que les arrêtés ministériels qui s'y rapportent ;
- **Vu** le code pénal ;
- **Vu** le code de la route, notamment ses articles R 417-10 concernant l'arrêt ou le stationnement gênant, R-411-25 et R-411-26 relatifs à la signalisation routière ;
- **Vu** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales.
- **Vu** la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état.
- **Vu** le décret n° 95-408 du 18 avril 1995 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage, et modifiant le code de la santé publique.
- **Vu** le décret n°83-1025 du 28 novembre 1983 concernant les relations entre l'administration et les usagers ;
- **Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifiée, complétée et consolidée en 2013 ;
- **Vu** l'arrêté préfectoral n°2009-297 en date du 28 avril 2009 réglementant les bruits de voisinage dans le département du Val d'Oise ;
- **Vu** le permis de construire n° 95352 24 L0017 du 4 juin 2024 ;
- **Vu** la demande d'arrêt de circulation et de stationnement en date du 28 février 2025.

▪ **Considérant :**

Qu'il appartient au maire d'assurer la paisibilité et la sécurité des administrés.

A cet effet, il est nécessaire de restreindre la circulation et le stationnement, d'organiser la circulation des piétons, de réglementer les accès au chantier et d'élaborer un plan de circulation.

▪ **Arrête :**

Article 1^{er} : Des installations de chantier

L'emprise du chantier sera implantée sur une partie de la cour du Centre de Loisirs ainsi que sur la partie en herbe. La base de vie sera située dans l'emprise du chantier, sur la partie cour du Centre de Loisirs. Il y aura deux zones de stockage sur l'emprise du chantier : l'une au niveau des places de stationnement (la benne à déchets, gravats DIB sera située sur cette zone), et une deuxième au niveau de la base de vie.

La clôture de chantier (type Heras) sera, en permanence, maintenue en parfait état de propreté et comportera l'ensemble des dispositions réglementaires relatifs à l'interdiction d'accès à tout public, chantier, port du casque obligatoire, etc....

Aucun cantonnement, stockage et autres dépôts divers ne seront autorisés, sur le domaine public, hors périmètre du chantier, à l'exception des conteneurs d'ordures uniquement ménagères et de Tri, les jours de collecte.

L'alimentation en énergie électrique, le branchement d'eau potable et le raccordement des Eaux Usées seront formulés réglementairement auprès de chaque gestionnaire de réseau et réalisés conformément aux diverses réglementation (Branchement de chantier, disconnecteur d'eau, etc...)

Article 2 : De la circulation générale des véhicules

La circulation générale des véhicules ne sera pas impactée.

Article 3 : Du plan de circulation des véhicules de chantier

La circulation des véhicules de plus de 3.5T est strictement interdite sur le secteur de la Ville. Une dérogation peut toutefois être délivrée mais devra faire l'objet d'un arrêté complémentaire.

A L'ALLER :

L'arrivée des véhicules se fera via la rue Charles de Gaulle ou Avenue de la Libération, puis rue des Selliers jusqu'aux pénétrantes du chantier situé 16 rue des Selliers.

AU RETOUR :

La sortie des véhicules se fera via la rue des Selliers en direction de la rue des Gantiers, puis vers la rue Saint-Damien, vers D316.

Article 4 : De la circulation générale des piétons

Le cheminement piétons sera conservé et mis en sécurité avec des hommes trafic lors des arrivées et départs des engins de chantier.

Article 5 : Du stationnement général des véhicules

Le stationnement des véhicules continuera d'être assuré sur une partie du parking.

Article 6 : Du plan de stationnement des véhicules pour le chantier

Les véhicules nécessaires à l'exécution des travaux devront stationner, uniquement, dans l'emprise du chantier.

Aucune dérogation ne sera délivrée pour un stationnement spécifique hors périmètre du chantier.

L'ensemble des véhicules des personnels du chantier devra stationner sur la base de vie prévue à cet effet et détaillé dans l'article 1 du présent arrêté. La base de vie devra, obligatoirement, être remise en état après la fin du chantier.

Article 7 : Du balisage de chantier et de signalisation temporaire

Le balisage de chantier et la signalisation temporaire seront conformes à l'arrêté ministériel en date du 15 juillet 1974, relatif à la signalisation provisoire.

Les agents d'entreprises travaillant sur la voie publique seront porteurs de gilet en tissu fluorescent.

La fourniture, la mise en place, l'entretien et le retrait en fin de chantier de l'ensemble du balisage de chantier et de la signalisation temporaire, sont à la charge de la :

Société TS CONSTRUCTION
28 rue des Fontelles
78920 ECQUEVILLY

Article 8 : Des services publics**La protection incendie :**

Le poteau incendie de proximité (n°0002) qui se situe rue des Selliers devra rester accessible au Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS).

Une interdiction absolue est faite quant à l'utilisation, de ce matériel, à d'autres fins que la protection incendie du quartier.

Le service public de la collecte des ordures :

Les différentes collectes (déchets résiduels – Emballages et journaux/magasines – Verre – Végétaux) ainsi que le ramassage des encombrants, devront continuer à être assurés, par le SIGIDURS, sans aucune gêne.

Article 9 : Des jours et horaires ouverts

La durée du chantier est estimée à 21 mois, du 15 mars 2025 au 31 décembre 2026.

La semaine ainsi que les horaires ouverts seront conformes au Code du Travail et répondront aux articles L 571-1 et suivants du Code de l'Environnement ainsi qu'à l'Arrêté Préfectoral du Val d'Oise n° 2009-297, en matière de lutte contre le bruit.

Article 10 : Des pièces annexées

Sont annexés au présent arrêté de circulation et de stationnement :

- Le plan de principe des installations de chantier.

Article 11 : Des mesures coercitives

Le non-respect d'une des clauses du présent arrêté entrainera des poursuites pénales, conformément au code de la route et au code de la voirie routière, notamment l'article R 116-2.

Article 12 : De l'affichage

Le présent arrêté sera affiché à toutes les pénétrantes du chantier, autant que de besoin et maintenu en parfait état de prise de connaissance sur du mobilier appartenant à la Société. Aucun affichage sur du mobilier urbain, ou autre, appartenant à la commune ne sera toléré.

Article 13 : De l'ampliation

Le présent arrêté sera affiché et publié conformément aux articles L 2131-1 et 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales sur la commune de Luzarches et ampliation transmise a :

- Le Commandant de la Brigade de Gendarmerie d'Asnières sur Oise ;
- Monsieur le Directeur des Services Techniques ;
- Le Chef de Service de la Police Municipale de Luzarches ;
- SIGIDURS ;
- SDIS.

Article 14 : De l'exécution

Monsieur le Maire de Luzarches, le Commandant de la Brigade de Gendarmerie d'Asnières sur Oise, le Chef de Service de la Police Municipale, ou tout agent de la Force Publique, dûment habilité, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 15 : Du recours

Conformément à l'article R 102 du code des tribunaux administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise - 4 boulevard de l'Hautil BP 30322, (95027) Cergy-Pontoise cedex dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication. Le tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application telerecours citoyen accessible par le biais du site « www.telerecours.fr ».

Date de notification : **29 AVR. 2025**

Date de transmission au représentant de l'Etat : **29 AVR. 2025**
(pour les actes mentionnés à l'article L2131-2 du CGCT)

Date de publication : **29 AVR. 2025**

Michel MANSOUX

Maire de Luzarches

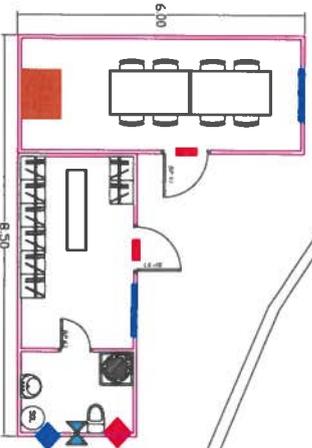
Luzarches, le 25 avril 2025



-  Accès chantier
-  Zone de stockage
-  Clôtures de chantier
-  Flux livraisons
-  Flux piétons
-  Homme trafic
-  Emprise construction
-  Benne à déchets, gravats, DIB
-  Coffret de chantier

Plan base vie

-  EU
-  Elec.
-  Eau
-  Tech
-  BACS



- Sanitaires
- Vestiaires
- Réfectoire
- Réunions
- Total 8 personnes

Echelle: 1/300

REÇU EN PREFECTURE
le 29/04/2025

Application agréée E-legalite.com

REÇU EN PREFECTURE

le 29/04/2025

Application agréée E-legalite.com

99_AR-095-219503521-20250425-AR2025_142-